

Le Costa Rica s'apprête pour la tenue des élections présidentielles



Au milieu du grand scandale de corruption appelé le « Cementazo » (le Coup de Ciment) qui éclabousse des membres du gouvernement, du parlement et de la Cour Suprême de Justice, ainsi que la Banque du Costa Rica, étatique, les Costariciens se rendront aux urnes dimanche prochain pour élire plus de 70 postes publics parmi lesquels figure celui de président du pays.

Plus de 3 millions de Costariciens sont appelés à voter à des élections dont les résultats sont, pour beaucoup, assez incertains, car les derniers sondages donnent à 5 des 13 candidats à la présidence du pays le plus grand nombre d'intentions de vote. Mais le panorama n'est pas défini car l'avantage n'est pas si grand. De fait, selon les sondages, aucun candidat ne dépasse pas 15% des intentions de vote, loin du 40% minimum nécessaire pour gagner au premier tour raison pour laquelle un second tour est de plus en plus probable.

Parmi les candidats ayant le plus de chances figurent l'ex-président de l'Assemblée Nationale, Antonio Álvarez, du Parti de Libération Nationale, l'organisation qui a gouverné pendant plus longtemps le Costa Rica et Fabricio Alvarado, qualifié comme un des concurrents surprise de cette dispute électorale.

Alvarado, un pasteur évangélique et journaliste âgé de 43 ans, représente le parti « Restauration Nationale, une organisation à caractère conservateur qui n'a pas de grands antécédents dans les processus électoraux.

Il y a aussi Juan Diego Castro, du Parti de l'Intégration Nationale, qui éveille une certaine sympathie pour sa proposition de main dure contre la délinquance dans un pays qui voit avec préoccupation le taux croissant d'homicides qui s'est élevé en 2017 à 603, le plus élevé de son histoire.

Les analystes mettent l'accent sur l'impact de ses propos contre la corruption, un mal qui a affecté une partie de la classe politique et particulièrement le gouvernement actuel, impliqués dans une série de scandales sans précédent. Castro, cependant, est qualifié de controversé à cause de ses déclarations sur d'autres thèmes.

La liste est complétée par Rodolfo Piza, du Parti Unité Social Chrétien et par Carlos Alvarado, du parti Action Citoyenne, au pouvoir.

La situation économique du pays a été au centre de la campagne électorale. Le Costa Rica a terminé 2017 avec un déficit budgétaire équivalant à 6,2% du PIB et une dette qui représente 49% du PIB.

La lutte contre la pauvreté a également été présente dans la campagne électorale . Au Costa Rica, un cinquième de la population vit dans la pauvreté tandis que 6% de ses habitants manquent de l'argent nécessaire pour acheter les aliments essentiels.

Selon le calendrier électoral, le 28 janvier a été le dernier jour pour que les candidats à la présidence du Costa Rica prennent part à des meetings publics tandis que ce mercredi a marqué la fin du délai pour faire de la propagande dans les médias et pour la publication de sondages.

Il n'y a rien de défini jusqu'à présent mais il semble que la seule chose qui soit sûre c'est qu'il y aura un second tour. Pour le moment, plus de 3 millions de Costariciens sont appelés à se rendre aux urnes dimanche prochain au cours d'élections dont la campagne a été marquée par des scandales de corruption et par d'autres thèmes polémiques.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/154076-le-costa-rica-sapprete-pour-la-tenue-des-elections-presidentielles>



Radio Habana Cuba